

**Discours de clôture de l’Ambassadeur Mark Boulware  
à l’occasion de sa participation  
à la quatrième réunion plénière des partenaires  
sur le Partenariat des Forêts du Bassin du Congo  
Le vendredi 21 septembre 2012  
à l’Hôtel Kempinski N’Djamena, Tchad**

Excellences, honorables invités,  
Mesdames et Messieurs:

C'est vraiment un plaisir pour moi d'être ici. Je voudrais tout d'abord remercier les participants ici présents, dont la contribution de chacun a permis d'aboutir aux discussions pertinentes et productives, mais aussi la facilitation canadienne dans l'organisation de cette quatrième réunion plénière ministérielle sur le Partenariat des Forêts du Bassin du Congo. Il ressort de nos discussions, que les sujets dans le cadre de ce partenariat sont de grande importance et que notre coopération est vaste et peut produire des résultats très significatifs.

Avec des questions qui vont de la destruction de la faune, à la déforestation et le changement climatique, en passant par la science et la recherche, je suis impressionné par l'ampleur de la coopération. Cependant, il y a plus à faire si l'on veut atteindre les objectifs de ce partenariat.

Pour mettre un terme à la destruction de la faune, à savoir le braconnage des animaux puis, le trafic de leurs organes, nous pensons qu'une action durable et ciblée est cruciale pour la survie des grandes espèces en Afrique – du dynamisme et de la santé des économies africaines. Ces derniers mois, la coopération régionale pour la lutte contre la destruction de la faune a fait d'importants progrès, mais ce défi nous dépasse tous ici et nécessite des puissants moyens économiques tant des pays fournisseurs et consommateurs. La plus récente tragédie qui s'est produite ici au Tchad, il y a tout juste deux semaines lorsque un groupe de présumés braconniers a assassiné cinq gardes forêt alors que ceux-ci étaient en prière dans leur camp, situé dans une zone très isolée à l'extérieur du Parc National de Zakouma.

Ce genre de tragédie ne peut et ne doit pas être tolérée.

Nous nous tournons vers les gouvernements de la région à montrer la voie, et nous devons travailler ensemble pour engager toutes les entités pertinentes - les organismes gouvernementaux travaillant dans le domaine de la faune ou de la sécurité nationale ou du commerce, les médias et les organisations non gouvernementales, et même les professionnels du domaine médical. Comme vous le savez, les États-Unis sont décidés à aider, mais les décisions cruciales et les actions doivent être prises par les Africains de la sous-région de l'Afrique centrale pour enrayer la destruction de la faune. Je saisis cette occasion pour saluer l'effort de bon nombre d'entre vous dans leur engagement de former un réseau de régulation de la faune et de rappeler que les États-Unis sont prêts à contribuer à cet effort.

Je voudrais également saisir cette occasion pour saluer les efforts courageux et soutenus de la société civile du Tchad dans le domaine de la protection de la faune et en particulier l'organisation non gouvernementale, APROCOFF, qui a constamment dénoncé depuis 1996 les pires cas de braconnage, sur les outardes de la réserve faunique de Ouadi Rimé-Ouadi Achim ou plus récemment des éléphants non loin d'ici dans le Canton Mandjafa. L'action d'APROCOFF est un bel exemple qu'un groupe de citoyens concernés par ce fléau peut réaliser grâce à des efforts de lobbying et de plaidoyer, avec très peu de moyens financiers à leur disposition.

Grâce à la clairvoyance de la Secrétaire Clinton, nous renforçons nos vues sur la destruction de la faune, et nous croyons que les Réseaux régionaux de Régulation sont un excellent outil pour lutter contre la destruction de la faune. Nous reconnaissons également qu'il existe un élément de la demande relative à la destruction de la faune, et nous faisons évoluer nos efforts pour contraindre les pays d'où provient cette demande et de faire en sorte que cette demande soit contrée.

La Secrétaire a réussi à obtenir un appel à l'action par les dirigeants de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) pour arrêter le commerce illégal d'espèces sauvages et des produits de la faune, et elle a soulevé la question de ses consultations bilatérales avec un certain nombre de gouvernements. Nous prévoyons également d'accroître nos efforts de sensibilisation auprès du public de ces pays et chercher à réduire la demande pour les produits de la faune.

Concernant le changement climatique, le volume du travail abattu dans le rapport régional sur les produits fondamentaux de la forêt dans l'Etat du Bassin du Congo est impressionnant. Toute aussi impressionnante est la participation de beaucoup de pays en développement dans la Réduction des Emissions de serre, la Déforestation et la Dégradation des Forêts (REDD) + les plans et stratégies dans le cadre de l'installation de partenariat pour le carbone forestier, le Programme des Nations Unies en matière de la Réduction des Emissions de serre, la Déforestation et la Dégradation des Forêts (UN-REDD), et le programme d'Investissement Forestier, à la faveur des initiatives bilatérales avec les États-Unis et d'autres pays.

Ce qu'il faut fondamentalement pour progresser dans le changement climatique, est bien entendu une action efficace pour cadrer les éléments favorables à la déforestation, tels que la pauvreté énergétique et le défrichement des forêts pour l'agriculture, les routes et les infrastructures. Les débats de cette semaine sur ces éléments pilotes sont un complément important auxquels beaucoup d'entre nous ont déjà pris des mesures conséquentes. Par exemple, certains partenaires ici ont signé la Déclaration « Capital Naturel » au Sommet de Rio + 20 au Brésil en juin dernier, une étape clé pour commencer à intégrer la valeur du capital naturel dans les systèmes de gestion nationale. Mais il reste encore beaucoup à faire pour traduire cette politique dans les faits, pour s'assurer que nos décisions de développement sont équilibrées et compatibles avec nos priorités environnementales.

Après tout, en Afrique où ailleurs, une croissance économique durable et l'intendance des écosystèmes sont intimement liées. Les africains ont l'occasion d'être des chefs de file mondiaux dans ce programme et de montrer au monde comment le développement est plus que le PIB. Cela veut dire prêter une attention égale aux piliers économiques, environnementaux et sociaux pour parvenir à un développement réellement durable dans tous les sens du terme.

La richesse de l'Afrique en ressources naturelles a toujours été un atout permettant à son peuple de résister pendant les durs et bons moments. Mais leur valeur réelle, l'immensité de la richesse des eaux douces et les paysages de l'Afrique, ses minéraux et ressources minières, ne sont visibles en termes économiques. Cependant c'est maintenant que nous percevons, c'est maintenant que nous voyons les chiffres économiques réels en face de nous. Alors que le XXe siècle a été une ère industrielle et le XXIe siècle est de plus en plus biologique, je crois que l'Afrique, avec sa richesse naturelle, ou « Capital naturel », peut être un acteur de premier plan sur cette précieuse scène.

Enfin au nom des États-Unis, je tiens à féliciter le gouvernement du Tchad pour son accession prochaine à la présidence de la COMIFAC. Nous vous souhaitons plein succès à tous, les États-Unis, ont hâte de travailler avec le Tchad, j'ai l'assurance que beaucoup de nos partenaires ici présents feront au mieux pour que nos priorités communes grandissent.

Vive un Tchad prospère avec un avenir brillant pour tous les partenaires dans le Partenariat des Forêts du Bassin du Congo.

Je vous remercie.